

Allocations familiales—Loi

Le président suppléant (M. Charest): Le député d'Ottawa-Ouest (M. Daubney), d'Ottawa-Carleton (M. Turner) plutôt, a la parole.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Ottawa-Ouest ou Ottawa-Carleton, monsieur le Président, cela n'en demeure pas moins une ville magnifique quelle que soit la région d'où l'on vient.

Je me contenterai d'une très brève question. Il est très facile de maintenir le *statu quo*, n'est-ce pas?

M. Nystrom: C'est conservateur.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Mais il faut du courage pour effectuer des changements et pour prendre des décisions difficiles quand on dirige un pays et nous n'en manquons certes pas.

M. Nystrom: Radical.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Nous les prenons dans l'intérêt du pays tout entier.

Le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Keeper) convient-il avec moi que si les gouvernements libéraux précédents n'avaient pas dépensé sans compter en nous laissant dans des limbes financières, nous n'aurions pas à prendre des décisions difficiles maintenant?

M. Keeper: Je m'étonne que le député, un membre du gouvernement, veuille prendre des décisions difficiles au détriment des familles en réduisant les allocations familiales alors qu'il n'a pas une attitude aussi ferme envers les banques ou les gens qui réalisent des gains en capital au Canada. Pourquoi ne pas traiter tous les gens sur le même pied au lieu de s'attaquer aux enfants?

Le député prétend que le gouvernement doit s'en prendre aux enfants à cause de libéraux qui ont gaspillé notre richesse pendant environ 14 ans. Ce n'est pas parce que les libéraux ont pratiqué une pareille politique que les conservateurs doivent leur emboîter le pas en renflouant des banques et des entreprises pétrolières et en accordant au petit bonheur des exemptions sur les gains en capital aux mieux nantis au lieu de maintenir la politique sociale qui vise nos enfants.

[Français]

M. Nystrom: Monsieur le Président, je voudrais aussi poser une question à mon ami, le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Keeper).

Pendant la campagne électorale, le très honorable premier ministre a fait beaucoup de promesses électorales. Il a parlé souvent de la *sacred trust* de nos programmes sociaux, et ainsi de suite. Il n'avait pas du tout mentionné la proposition de désindexation de nos allocations familiales.

Pourquoi, à votre avis, le premier ministre a-t-il brisé ses promesses électorales? Pourquoi a-t-il brisé son *sacred trust* avec la population canadienne, et peut-être plus important, avec les enfants du Canada?

M. Keeper: Monsieur le Président, vraiment, je ne sais pas pourquoi le gouvernement a fait une promesse avant d'être au pouvoir, et après avoir été élu, il a brisé ses promesses. Je ne sais pas pourquoi, mais je suis certain que, avant d'être au pouvoir, il a fait la promesse de protéger le principe de l'universalité dans les programmes sociaux. Maintenant, comme gouvernement, il attaque le principe de l'universalité. Je suis certain que les gens ordinaires, que les Canadiens ont observé cette attitude du gouvernement ainsi que ses actions, et qu'ils ont commencé à perdre leur confiance dans ce gouvernement.

Monsieur le Président, j'espère que le gouvernement va changer cette attitude envers les Canadiens, parce qu'il est important que le gouvernement canadien donne une bonne politique sociale qui peut aider les familles de ce pays.

● (1650)

[Traduction]

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, faut-il vous rappeler, avec ironie, qu'il y a un an le gouvernement conservateur venait de remporter le pouvoir, de nommer ses ministres, de prendre des engagements, de déposer le discours du trône étalant au grand jour la suite donnée à ses promesses. Depuis un an les Canadiens les jugent ces promesses, dont entre autres celle-ci du premier ministre (M. Mulroney):

Comme les Canadiennes le savent, il existe un large écart entre le principe de l'égalité, largement accepté, et la réalité, le principe étant loin d'être appliqué. Il incombe au Parlement et au gouvernement de faire en sorte que la société canadienne comble cet écart le plus rapidement possible. Pour cela, il vous faudra parfois exercer votre pouvoir, mais il faudra toujours le pouvoir de votre exemple.

C'est par l'égalité économique que les femmes pourront s'associer à part entière avec les hommes et participer avec eux . . .

Le premier ministre a poursuivi sur ce ton mielleux, cette voix grave, en ajoutant:

Mon gouvernement cherchera en toute priorité à aider et à renforcer la famille canadienne, le pilier de notre société.

Si on remonte à cette époque, monsieur le Président, on se souvient des paroles du premier ministre, ses premières paroles à la Chambre, quand il a promis que sa grande priorité irait aux femmes et à la sauvegarde de la famille.

Aux dernières nouvelles, les Canadiennes et leurs enfants attendaient du premier ministre et de son gouvernement des initiatives en matière économique. En réalité, monsieur le Président, en dépit de ses promesses, en dépit des déclarations